

### 75 % DES MEDECINS HOSPITALIERS RISQUENT DE QUITTER L'HOPITAL PUBLIC DANS LES 5 ANS... ... PARCE QUE PERSONNE NE PREND SOIN DES MEDECINS HOSPITALIERS.

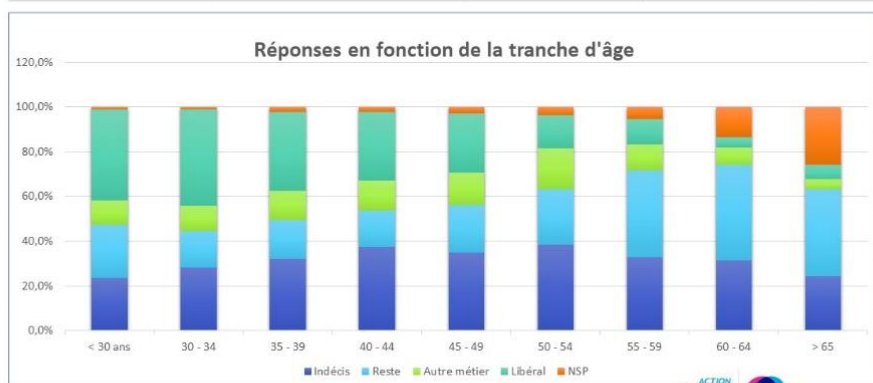
### MISSION-FLASH : UN NOUVEAU RATAGE GOUVERNEMENTAL (PREVISIBLE !)

Ce vendredi 1<sup>er</sup> juillet 2022, Action Praticiens Hôpital dévoilait à la presse les résultats complets de l'enquête « Nuits Blanches » sur la permanence médicale des soins à l'hôpital public : 75 % des praticiens hospitaliers risquent de quitter l'hôpital public dans les 5 ans à cause de la permanence des soins. En parallèle, le rapport de la mission-flash sur les urgences était remis à la Première Ministre. Un rapport sans doute amoindri à la demande de la Première Ministre, puisque seules 41 des multiples propositions envisagées par la mission ont pu figurer dans le rapport.

**L'exode des praticiens hospitaliers vers d'autres modes d'exercice est connu** : 30 % de postes de praticiens hospitaliers vacants (plus de 40 % dans les spécialités à forte contrainte en permanence des soins), et 10 % des postes « occupés » ne le sont pas : ils appartiennent à des praticiens partis en disponibilité... le plus souvent pour un autre mode d'exercice. Pourtant, sans médecin, pas d'hôpital.

Le Président de la République a décidé de lancer une mission-flash alors que tant de propositions sont déjà sur son bureau. Il la centre sur les urgences quand c'est tout l'hôpital public qui est en grande souffrance, et tout le système de santé qui est à réorganiser. Il la prévoit sur l'été quand c'est une vision à long terme dont la santé a besoin, quand c'est de confiance dans leur avenir que les professionnels de santé ont besoin. Ne soyons pas étonnés que cette « mission flash » rate sa cible et soit mise en échec.

La contrainte de la permanence des soins  
pourrait-elle vous faire envisager d'autres modalités d'exercice dans les 5 ans à venir ?  
**75 % des praticiens susceptibles de quitter l'hôpital**



Enquête APH « Nuits Blanches » – 1<sup>er</sup> juillet 2022

« En même temps », l'enquête « Nuits Blanches » dénonce la contrainte devenue insupportable de la permanence des soins à l'hôpital public, au point qu'elle fait fuir les praticiens qui ont pourtant choisi de servir un idéal de service public. Près de 85 % des « jeunes » (de 30 à 45 ans) envisagent sérieusement de quitter l'hôpital public dans les cinq ans ; leurs aînés leur emboîtent désormais le pas.

**Ce sont les oubliés du Ségur.** Ceux à qui on a refusé une évolution salariale, réservée aux futurs PH et aux PH en fin de carrière. Ceux à qui on a refusé de prendre des mesures pour adoucir la permanence des soins : reconnaissance de la 5<sup>ème</sup> demi-journée, juste décompte du temps de travail (le Conseil d'Etat a rappelé il y a quelques jours, dans le cadre du recours APH, que c'était une obligation des établissements), reconnaissance de la pénibilité, et valorisation financière des gardes et des astreintes. C'est pour les défendre qu'Action Praticiens Hôpital a refusé de signer les traîtres accords du Ségur.

**Si rien ne change, nous allons nous installer dans une crise de santé publique majeure.** L'offre de soins non programmés et ouverts à tous, à toutes les pathologies y compris les plus complexes et coûteuses, est en train de disparaître, faute de moyens humains. Il va y avoir, il y a certainement des morts évitables, des hospitalisations inutilement prolongées par un retard initial de prise en charge.

**Les solutions existent, et il devient urgent de les appliquer.** Elles nécessitent un courage politique pour mettre de l'argent public dans la santé. Les professionnels de santé de l'hôpital public ont été sacrifiés sur l'autel du « quoi qu'il en coûte », qui a effondré les finances publiques tout en laissant s'écrouler l'hôpital ! (Les Français préféreraient sans doute que leurs impôts aillent vers les services publics plutôt que vers d'inutiles audits privés aux coûts exorbitants...). **Elles nécessitent que l'on prenne enfin soin des praticiens hospitaliers.**

Action Praticiens Hôpital demandent des mesures d'**attractivité** et de **fidélisation** des praticiens hospitaliers

- Immédiates (un arrêté ministériel peut être pris en quelques heures) :
  - o **La bonification de 4 ans d'ancienneté à tous les PH oubliés du Ségur**, afin d'obtenir une seule et même grille d'ancienneté pour le corps des praticiens hospitaliers
  - o **La majoration substantielle de la valorisation de la permanence des soins** (plafond de l'**astreinte** à **400 euros** bruts, indemnité de sujétion de **garde** à **600 euros** bruts)
- A moyen terme
  - o **Réelle démocratisation de la gouvernance hospitalière**, du service jusqu'à la commission médicale de groupement hospitalier de territoire
  - o **Ouverture du chantier de la permanence des soins, du temps de travail, de la pénibilité**
- Et enfin, une vision à long terme, condition indispensable pour redonner de la confiance aux professionnels de santé : **définition de la place de l'hôpital public dans le système de santé, ouverture de chantiers pour mettre en œuvre les missions définies.**

**Si aucune mesure immédiate n'est prise pour les praticiens hospitaliers, il est très probable que l'hôpital fasse sa rentrée des classes dans la rue. Faut-il en arriver là ?**

**Dr Jean-François Cibien**, Président d'Action Praticiens Hôpital et Avenir Hospitalier 06 07 19 79 83

**Dr Carole Poupon**, Présidente CPH, Vice-présidente APH 06 76 36 56 67

**Dr Eric Branger**, Secrétaire général CPH-APH 06 95 43 80 78

**Dr Yves Rébufat**, Président exécutif Avenir Hospitalier 06 86 87 62 76

**Dr Anne Geffroy-Wernet**, Secrétaire générale AH 06 63 83 46 70